

Lo, Chi-Kin. *China's Policy Towards Territorial Disputes : The Case of the South China Sea Islands*. London and New York, Routledge, Chapman and Hall, 1989, 222p.

Claude Comtois

Volume 22, Number 3, 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702891ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702891ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Comtois, C. (1991). Review of [Lo, Chi-Kin. *China's Policy Towards Territorial Disputes : The Case of the South China Sea Islands*. London and New York, Routledge, Chapman and Hall, 1989, 222p.] *Études internationales*, 22(3), 625–627. <https://doi.org/10.7202/702891ar>

grâce à des compromis régulièrement renouvelés entre factions et chefs de clan.

La «démocratie» japonaise se rapproche donc étrangement des régimes à parti unique. Mais cette démocratie est, en même temps, une ploutocratie car le réseau des obligations sociales est tel qu'aucun parlementaire ne peut y faire face financièrement: électeurs et clients doivent être entretenus soigneusement. Ce qui amène les hommes politiques à rechercher des sources de financement auprès des entreprises. Celles-ci peuvent ainsi avoir à payer, pour chaque parlementaire, six ou sept secrétaires, les automobiles et chauffeurs, les transports par train et par avion, les frais de bureau, etc... On est vraiment aux antipodes de la dénonciation des conflits d'intérêts. Et tout cela est parfaitement admis; l'essentiel étant de ne dépasser ni bornes, ni normes, comme dans certains scandales récents, notamment l'affaire «*Recruit*» qui, commencée en 1988, aboutit l'année suivante à la démission du Premier ministre Takeshita.

Cette vie politique assez spéciale présente néanmoins des avantages: très peu d'État-spectacle puisque les dirigeants ne sont guère, en pratique, que de simples gérants de compromis; l'existence, grâce aux renouvellements de mandats de véritables «parlementaires-experts», spécialisés en différents domaines et capables de se mesurer avec les bureaucrates sur le plan technique (p. 13) et de réduire l'emprise administrative. Un peu comme certains sénateurs seniors aux États-Unis. Enfin, la conjugaison permanente politique/économique pour faire de l'Entreprise Nippon Inc. le n° 1

mondial. C'est ainsi qu'en 1989 le PLD a été aidé par un prêt de neuf banques, garanti par les quatre grands secteurs d'activités: mécanique, électronique, construction, banque.

Tout ceci peut être relativement satisfaisant pour le Japon, encore que certaines critiques se fassent jour, surtout depuis 1986, mais est inquiétant pour le reste du monde, notamment les six autres grands pays industrialisés confrontés en permanence à un partenaire (ou adversaire?) décidé à continuer le jeu international selon ses règles propres; et en fonction d'un impérialisme latent.

C'est pourquoi la lecture de la brochure de M. Chung nous paraît nécessaire pour tous ceux qui s'intéressent au Japon.

Maurice PONCELET

*Faculté d'Administration
Université d'Ottawa*

Lo, Chi-Kin. *China's Policy Towards Territorial Disputes: The Case of the South China Sea Islands*. London and New York, Routledge, Chapman and Hall, 1989, 222p.

Depuis 1949 et l'établissement de la République Populaire, les frontières de la Chine n'ont pas été clairement définies et des disputes territoriales ont fourni une source potentielle de conflits dans les relations de la Chine avec ses voisins. Les conflits sino-soviétiques et sino-indiens des années 50 et 60 se sont terminés en impasse, alors qu'une nouvelle arène conflictuelle s'est développée dans les

années 70 et 80 avec les îles Paracel et Spratly dans la mer de Chine méridionale, et leur possibilité de vastes réserves riches en pétrole.

Ce livre est la publication d'une thèse de doctorat sur les politiques chinoises envers ces îles. Le volume se fonde sur une importante bibliographie notamment de sources primaires en langue chinoise. Le volume se divise en huit chapitres d'égale longueur. L'auteur établit comme hypothèse qu'il n'existe pas de relations simples et directes entre les réclamations de la Chine et son comportement et que les intérêts géopolitiques de la Chine peuvent fournir une meilleure compréhension des politiques chinoises concernant les conflits territoriaux (chap. 1). Il démontre que les réclamations de la Chine sur la souveraineté des îles et la juridiction de l'espace maritime dans la mer de Chine méridionale sont demeurées fermes et consistantes depuis les années 1950, malgré d'importants changements dans l'environnement politique de la mer de Chine méridionale et dans les stratégies régionales et globales de la Chine. Il souligne notamment l'évolution de la perception chinoise des problèmes de sécurité qui fut d'abord fondée sur l'impérialisme américain et ensuite sur la crainte d'une domination soviétique de la région (chap. 2). Lo poursuit son analyse sur la décision de Beijing de lancer l'opération contre le Vietnam Sud en 1974 pour la conquête des îles Paracel. Il allègue que cette opération constituait un coup militaire pour renforcer la position stratégique de la Chine vis-à-vis de l'Union soviétique en mer de Chine méridionale (chap. 3). Toutefois, alors que le Vietnam Nord

paraissait reconnaître la souveraineté de la Chine sur les îles Paracel et Spratly, cette attitude changea rapidement après l'opération militaire de 1974. Dans la décennie qui suivit, Hanoi émergea comme le principal adversaire de Beijing concernant la souveraineté des îles. L'auteur souligne que le comportement de la Chine était guidé par un jeu complexe entre son objectif à long terme de récupérer les îles, les priorités diplomatiques des autorités chinoises concernant les relations sino-vietnamiennes et les activités d'exploration pétrolière en mer de Chine méridionale (chapitres 4 et 5). Lo discute ensuite de la relation entre les intérêts géopolitiques de la Chine dans la région et de leur impact sur les politiques chinoises de règlement de conflit avec les Philippines et la Malaysia concernant une partie des îles Spratly. Il avance que les pays de l'ASEAN devinrent un objectif important de la Chine en vue d'établir une stratégie unique contre l'influence soviétique dans la région. Aussi, la Chine adopta-t-elle une position conciliante avec les Philippines et la Malaysia eu égard à l'occupation de quelques-unes des îles Spratly (chap. 6). Par ailleurs, l'adoption de la politique d'ouverture, supprima les barrières politiques à l'acceptation de la Chine de coopérer avec de la technologie et des capitaux étrangers pour développer les matières premières combustibles le long de la côte. En effet, le développement le plus important concernant les eaux entourant les îles Spratly est maintenant la pratique d'établir des zones économiques exclusives. La Chine était donc disposé à taire ses revendications de souveraineté sur quelques-unes des îles dans le but de coopérer avec des

pays prétendants aux îles pour développer les espaces maritimes adjacents. Toutefois, outre les problèmes légaux et politiques à la réalisation de l'idée de développement conjoint de la mer de Chine méridionale, la Chine ne possède pas les leviers économiques significatifs pour persuader des pays à se joindre à un tel projet ou décourager d'autres de poursuivre des actions unilatérales (chap. 7). En conclusion, l'auteur souligne le rôle fondamental des intérêts géopolitiques, notamment la menace de l'une ou l'autre des grandes puissances, à expliquer le comportement de la Chine dans la gestion des conflits territoriaux et des réclamations maritimes de la Chine en mer de Chine méridionale.

Ce livre s'adresse aux chercheurs et étudiants universitaires qui se spécialisent dans les problèmes géopolitiques de l'Asie Pacifique. Deux remarques doivent être soulevées. D'abord il aurait été fondamental d'élaborer une hypothèse située dans un cadre théorique plus précis. En effet, malgré la richesse de la bibliographie, l'auteur ne se réfère qu'à deux auteurs (Day et Prescott) ayant élaboré des théories géopolitiques. L'analyse ne repose en fait que sur une réfutation de l'interprétation irrédentiste dans l'explication des revendications de la Chine. D'ailleurs l'auteur affirme lui-même que sa recherche est incapable de présenter un jugement conclusif sur la signification des nouveaux éléments de politique étrangère chinoise liés aux processus de modernisation du pays. En effet, toute la problématique géopolitique de la région repose sur un concept théorique qui dépasse la question de sécurité ou d'exploitation

des matières premières combustibles. Elle doit également inclure le processus de décision en Chine lié à la perception des autorités sur la valeur des îles Paracel et Spratly, notamment le droit de passage, la recherche scientifique et l'environnement marin. Ensuite, il aurait été opportun d'inclure des cartes pour combler les lacunes du volume. Bien que les îles Paracel et Spratly soient petites et très dispersées, une localisation des îles, des distances, de l'extension des plateaux continentaux, des profondeurs et du milieu biogéographique aurait permis de mieux identifier les avenues permettant une mise en place de mécanismes de développement conjoint de la mer de Chine méridionale.

Il faut néanmoins savoir gré à l'auteur de cette contribution d'avoir situé le conflit dans une perspective historique mais, on ne peut que regretter que son approche se limite à rechercher une explication uniquement par des faits plutôt que de privilégier une approche véritablement géopolitique.

Claude Comrois

*Département de géographie,
Centre d'études de l'Asie de l'Est
Université de Montréal*

ROUSSEAU, Jérôme. *Central Borneo: Ethnic Identity and Social Life in a Stratified Society*. Oxford, Oxford University Press, 1990, 394p.

Située au cœur des mers du sud-est asiatique et traversée par l'équateur, la grande île de Bornéo couvre près de 740 000 km², soit environ la